



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 11 octobre 2002

VOIR AUSSI

◆ Une campagne agricole encore pire que prévu

L'une des plus maigres récoltes jamais vues s'avère pire que prévu pour certaines cultures, d'après les chiffres révisés, basés sur les estimations de mi-période faites par les agriculteurs en septembre.

◆ Les entrepreneurs puisent dans leurs économies pour démarrer une entreprise

Les épargnes personnelles sont deux fois plus importantes que les prêts accordés par les banques pour financer le démarrage d'entreprises, d'après l'Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises de 2000.

◆ Le marché des services locaux par fil demeure le plus concentré

Selon une nouvelle étude sur la concurrence dans le secteur des télécommunications, le marché des services locaux par fil demeure le plus concentré, et celui des services de télécommunications mobiles est le moins concentré.

◆ Risque de maladie cardiaque réduit chez les femmes qui consomment l'alcool modérément

La consommation modérée d'alcool est associée à une diminution des risques d'un diagnostic de maladie cardiaque ou d'un décès causé par celle-ci chez les femmes de 40 ans et plus, mais non pas chez les hommes du même âge.

Le secteur résidentiel continue de propulser l'activité de construction

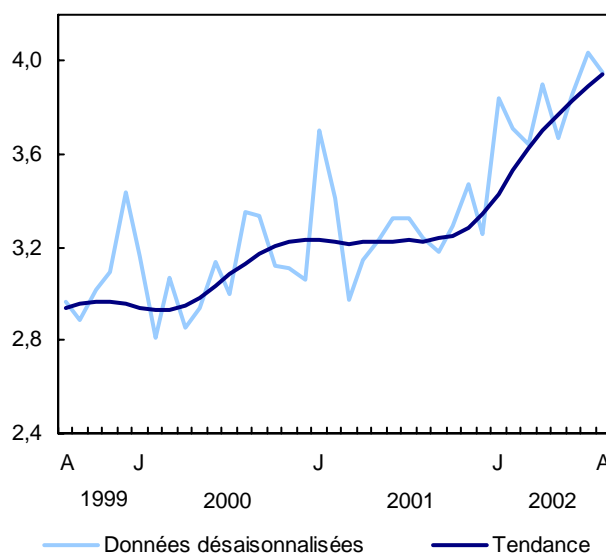
La valeur des permis de construction s'est fixée à 4,0 milliards de dollars en août, en baisse de 2,1 % par rapport au record de juillet. Ce niveau élevé est attribuable au secteur résidentiel qui a continué d'être fort, les intentions de construction dans le secteur non résidentiel s'étant, pour leur part, repliées.

Les municipalités ont délivré pour 2,5 milliards de dollars en permis de construction résidentielle, soit 3,7 % de plus qu'en juillet. La construction de 19 000 nouveaux logements a été autorisée en août. Cette vigueur tient à la fois à la composante multifamiliale et à la composante unifamiliale. Cependant, la valeur des permis de construction non résidentielle a fléchi de 10,9 % pour se fixer à 1,4 milliard de dollars en août, un repli qui est survenu après trois hausses mensuelles consécutives.

(suite à la page 2)

Valeur des permis de construction

En milliards de dollars



Le secteur résidentiel continue... (suite de la page 1)

La valeur totale des permis de construction a atteint 30,6 milliards de dollars de janvier à août 2002, en hausse de 16,2 % par rapport à la même période de l'année précédente. La croissance impressionnante du secteur résidentiel (+35,1 %) a été à l'origine de cette progression, la valeur cumulative des permis de construction non résidentielle étant inférieure de 6,7 % au niveau de 2001.

Dans le sillage d'une forte demande de logements neufs, les régions métropolitaines de Toronto et de Montréal ont affiché la meilleure croissance cumulative (en dollars). Depuis le début de 2002, 24 des 28 régions métropolitaines ont affiché de meilleurs résultats qu'en 2001 en ce qui a trait à la valeur totale des permis de construction, tandis que toutes les régions ont affiché une croissance au chapitre des permis de construction résidentielle.

Les intentions de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux ont augmenté en août. La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux (qui représentent 70,0 % de la composante résidentielle) s'est accrue de 3,8 % pour atteindre 1,7 milliard de dollars. La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a crû de 3,3 % pour se situer à 791 millions de dollars, sous la poussée des intentions de construction d'appartements neufs.

Les faibles taux hypothécaires et leurs effets bénéfiques sur l'accès à la propriété, la hausse de l'emploi depuis le début de 2002 et les faibles taux d'inoccupation dans plusieurs grands centres sont au nombre des facteurs qui ont contribué à l'accroissement de la demande de logements neufs.

À l'échelle provinciale, l'augmentation la plus prononcée (en dollars) est survenue en Ontario (+12,8 %), où la construction résidentielle prévue pour la région de Toronto a entraîné la hausse. Par contre, l'Alberta a connu le recul le plus marqué.

De janvier à août, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux (+35,0 %) et multifamiliaux (+35,5 %) se situaient bien au-dessus de celle affichée au cours de la même période en 2001.

Toutes les provinces et tous les territoires ont connu des augmentations de la valeur des permis de construction résidentielle depuis le début de 2002, et les hausses les plus marquées (en dollars) ont eu lieu en Ontario et au Québec.

La valeur des permis pour le secteur non résidentiel a fléchi de 10,9 % en août, à la suite de trois augmentations mensuelles consécutives.

Après avoir grimpé de 25,1 % en juillet, les intentions de construction industrielle ont diminué de 11,9 % en août, sous l'effet d'un recul dans la catégorie des transports. La Colombie-Britannique a affiché la plus forte baisse, après une hausse exceptionnelle enregistrée en juillet.

La valeur des projets de construction commerciale a chuté de 10,6 % en août, soit la deuxième baisse mensuelle d'affilée. La plus forte diminution dans cette composante est survenue en Ontario.

Valeur des permis de construction selon la région métropolitaine de recensement

Données désaisonnalisées

	Août 2002 ^p	Juillet à août 2002	Janvier à août 2002	Janvier-août 2001 à janvier-août 2002
	Millions de dollars	Variation en %	Millions de dollars	Variation en %
St. John's	17,7	-32,5	124,0	35,7
Halifax	28,6	-48,8	219,0	41,0
Saint John	8,7	-28,7	56,2	14,7
Chicoutimi- Jonquière	11,2	4,3	121,8	-7,8
Québec	61,2	-23,3	490,5	-3,7
Sherbrooke	18,1	48,2	95,6	55,1
Trois-Rivières	17,2	2,7	79,7	34,5
Montréal	453,9	16,6	2 750,0	11,9
Hull	30,3	-49,7	242,0	31,5
Ottawa	124,4	-46,4	1 057,4	10,6
Kingston	31,9	130,7	122,7	59,0
Oshawa	89,8	13,2	381,8	27,4
Toronto	902,0	21,8	5 566,7	8,2
Hamilton	115,2	-2,8	583,3	31,9
St. Catharines-Niagara	73,5	194,5	252,1	105,6
Kitchener	82,3	-14,3	617,3	13,3
London	69,4	10,7	476,9	-1,9
Windsor	49,3	-17,7	369,0	34,5
Sudbury	9,7	-19,0	51,8	93,3
Thunder Bay	7,9	-16,7	73,3	84,4
Winnipeg	45,1	16,0	295,1	4,9
Regina	11,5	6,8	137,2	-31,8
Saskatoon	24,6	-12,7	166,8	27,3
Calgary	200,3	-18,7	1 477,9	21,8
Edmonton	178,4	8,7	833,0	35,6
Abbotsford	10,4	-52,6	102,5	8,1
Vancouver	258,5	-3,5	2 102,7	7,9
Victoria	31,3	-7,1	219,4	34,9

p. Données provisoires.

La valeur de la composante institutionnelle a fléchi de 10,9 %, en raison surtout de la baisse dans la catégorie des immeubles à vocation médicale et hospitalière. L'Alberta a accusé le recul le plus marqué, faisant suite à trois progressions mensuelles.

À l'échelle provinciale, l'Alberta a enregistré la plus forte baisse dans le secteur non résidentiel, en raison de replis dans la catégorie des établissements manufacturiers et d'enseignement. Par contre, les hausses observées dans les composantes commerciale et institutionnelle ont permis au Québec d'enregistrer la plus forte progression.

*Le numéro d'août 2002 de **Permis de bâtir** (Internet : 64-001-XIF, 14 \$/145 \$) vient de paraître. Pour des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : sainteti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.*

Une campagne agricole encore pire que prévu

L'une des plus maigres récoltes jamais vues s'avère pire que prévu pour certaines cultures, d'après les chiffres révisés, basés sur les estimations de mi-période faites par les agriculteurs en septembre.

D'après ces chiffres, la production d'orge, d'avoine et de pois de grande culture devrait être inférieure aux estimations de juillet, qui ont été publiées en août. Cependant, la production de canola devrait augmenter légèrement, tandis qu'il y a eu une petite amélioration pour la récolte de blé.

Après avoir fait face à l'une des pires sécheresses jamais vues, les agriculteurs de l'Ouest ont dû faire face aux pluies abondantes et au gel en août et en septembre. La récolte accuse un retard considérable, et plus ce retard s'accroîtra, plus s'accroîtront les risques d'une nouvelle dégradation de la production et de la qualité. L'Ouest canadien a déjà subi des gelées.

La production d'orge, estimée à près de 7,9 millions de tonnes, devrait maintenant tomber à 7,7 millions de tonnes, en raison d'une baisse du rendement et de la superficie récoltée. On estime

maintenant le rendement de la culture de l'orge à 40,2 boisseaux à l'acre, ce qui est nettement inférieur à la moyenne décennale de 55,3.

La production de pois secs, estimée à environ 1,6 millions de tonnes en juillet, devrait maintenant tomber à 1,4 million de tonnes, contre 2,0 millions de tonnes en 2001 et 2,9 millions de tonnes en 2000.

La production d'avoine sera probablement de 2,9 millions de tonnes, au lieu d'un peu plus de 3,0 millions (estimation initiale). Ce repli s'explique par les mauvaises conditions de cultures qui ont réduit le rendement et les superficies récoltées.

On estime que la production totale de blé se chiffrera à 15,5 millions de tonnes, en baisse de 25 % par rapport au niveau de l'année passée. Il s'agit aussi d'un niveau inférieur à la moitié de la production record de 32,1 millions de tonnes enregistrée en 1990. La production de blé de printemps, la plus importante culture rentière des Prairies, est estimée à 10,3 millions de tonnes, légèrement en hausse par rapport aux estimations de juillet, mais 36 % en dessous du niveau de l'année dernière.

La production de blé dur, utilisé pour fabriquer les pâtes, est estimée à 3,6 millions de tonnes, en baisse de 20 % par rapport à l'an dernier.

La production de canola, estimée à 3,2 millions de tonnes en juillet, devrait maintenant s'élever à 3,3 millions de tonnes, grâce à une légère amélioration du rendement en Alberta et au Manitoba.

Bien que les agriculteurs de l'est du Canada aient obtenu de meilleurs résultats que ceux de l'ouest, les conditions de croissance ont été marquées par un temps trop chaud et sec pendant toute la saison. La production de maïs au Québec et en Ontario était estimée à 8,2 millions de tonnes, en hausse de 1 % seulement par rapport à 2001.

Malgré le temps chaud et sec qu'a connu l'est du Canada pendant l'été, le rendement de la culture du soya au Québec et en Ontario a grimpé de 52 % par rapport à 2001. La production totale devrait augmenter de 44 % pour atteindre 2,3 millions de tonnes, ce qui concorde avec la moyenne décennale.

Pour plus de renseignements, communiquez avec David Burroughs au (613) 951-5138 (courriel : dave.burroughs@statcan.ca), Division de l'agriculture.

Estimations de production, septembre 2002

	2001	2002	2001 à 2002
	en millions de tonnes		var. en %
Total du blé	20,6	15,5	-25
Blé de printemps	16,0	10,3	-36
Orge	10,8	7,7	-29
Maïs-grain ¹	8,1	8,2	1
Canola	4,9	3,3	-33
Blé dur	3,0	3,6	20
Avoine	2,7	2,9	7
Pois de grande	2,0	1,4	-30
Soya ¹	1,6	2,3	44
Lin	0,7	0,7	0
Seigle	0,2	0,1	-50

1. Le Québec et l'Ontario seulement.

Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes

En 2000-2001, 14 909 admissions au placement sous garde de jeunes condamnés ont été enregistrées, soit 60 admissions pour 10 000 jeunes. Parmi ces jeunes, 53 % étaient placés sous garde en milieu ouvert, et le reste, sous garde en milieu fermé.

De plus, 9 362 jeunes, soit 65 jeunes pour 10 000, ont été renvoyés sous garde (détention provisoire). La majorité des admissions dans les programmes correctionnels pour jeunes étaient toutefois des admissions en probation. En 2000-2001, 149 admissions en probation pour 10 000 jeunes ont été enregistrées.

En 2000-2001, parmi les provinces ayant fourni des données, les taux d'incarcération varient, allant de neuf jeunes contrevenants sous garde pour 10 000 en Colombie-Britannique à 36 jeunes contrevenants pour 10 000 en Saskatchewan.

Le Juristat, Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada, 2000-2001 (Internet : 85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$; papier : 85-002-XPF, 10 \$ / 93 \$) et le rapport Tableaux de données sur les services communautaires et le placement sous garde des jeunes, 2000-2001 (Internet : 85-226-XIF, 26 \$) sont maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

Les entrepreneurs puisent dans leurs économies pour démarrer une entreprise

Les épargnes personnelles sont deux fois plus importantes que les prêts accordés par les banques pour financer le démarrage d'entreprises, d'après l'Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises de 2000. Mais, lorsqu'une entreprise est en exploitation, les prêts offerts par des banques commerciales deviennent la plus importante source de financement.

Plus de la moitié des entrepreneurs (54 %) ont déclaré qu'en 2000, les épargnes personnelles ont été très importantes pour le démarrage de leur entreprise, tandis que 27 % ont déclaré que les prêts de banques commerciales, de coopératives d'épargne et de crédit, de caisses populaires ou d'autres institutions financières ont été tout aussi importants. Environ 23 % des entrepreneurs ont dit avoir utilisé aussi leurs cartes de crédit personnelles.

Parmi les autres importantes sources de financement figurent les lignes de crédit et les prêts personnels, les crédits commerciaux provenant de fournisseurs, les prêts obtenus auprès d'amis et de proches, les sociétés de crédit-bail ainsi que les organismes de prêts publics.

Les industries axées sur le savoir affichaient le ratio d'endettement le moins élevé ainsi que la plus faible proportion de prêts bancaires.

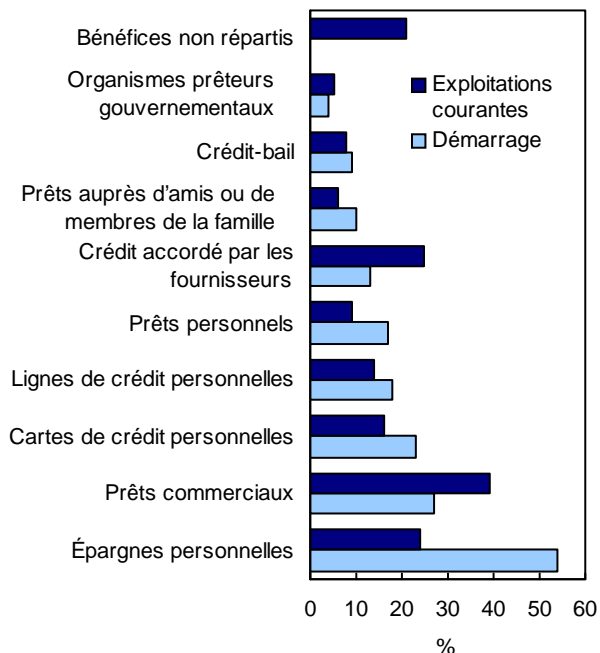
D'après des données parues en janvier, 82 % des petites et moyennes entreprises qui ont sollicité un prêt ou une autre forme de crédit en 2000 ont réussi à l'obtenir.

L'importance des prêts commerciaux attribués pour le démarrage d'entreprises varie d'un secteur à l'autre. Ainsi, 62 % des entreprises agricoles, 39 % des entreprises manufacturières et du secteur primaire ainsi que 33 % des entreprises de commerce de gros et de détail ont déclaré que les prêts commerciaux étaient très importants lors du démarrage de l'entreprise. Par contre, seulement 6 % des entreprises du savoir et 8 % des entreprises de services professionnels ont déclaré que les prêts commerciaux étaient importants.

En revanche, les épargnes personnelles des entrepreneurs se sont révélées essentielles au démarrage d'entreprises dans tous les secteurs.

Les épargnes personnelles étaient également plus importantes que les prêts commerciaux pour les entreprises représentant toutes les catégories d'emploi. Celles qui n'ont pas d'employés dépendaient le moins des prêts commerciaux pour le démarrage. Par ailleurs, 31 % des entreprises de un à quatre employés et 40 % de celles employant de cinq à dix-neuf personnes ont déclaré que les prêts commerciaux étaient cruciaux.

Sources de financement des entreprises



Environ 39 % des répondants ont reconnu que les prêts de banques, de coopératives d'épargne et de crédit, de caisses populaires et d'autres institutions financières sont très importants pour le financement de leurs exploitations courantes, contre 24 % de ceux qui ont fait référence aux épargnes personnelles. De plus, 21 % des répondants comptaient sur des profits antérieurs ou des bénéfices non répartis.

Une proportion de 32 % des entreprises n'ayant pas d'employés ont déclaré que les prêts d'institutions financières sont très importants. Cette proportion s'élève à 41 % dans le cas des entreprises de un à quatre employés, à 53 % pour celles de cinq à 19 employés, à 60 % pour celles ayant de 20 à 99 employés, et à 69 % pour celles ayant de 100 à 499 employés.

L'importance du financement bancaire varie d'un secteur à l'autre. Seulement 27 % des entreprises de services professionnels et 17 % des entreprises du savoir ont qualifié l'accès aux prêts commerciaux de très important, et ce, contre 42 % des entreprises opérant dans le secteur manufacturier, hautement capitalistique, et 59 % des entreprises du secteur agricole.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Klaus Kostenbauer au (613) 951-0691 (courriel : klaus.kostenbauer@statcan.ca), Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales.

Le marché des services locaux par fil demeure le plus concentré

Selon une nouvelle étude sur la concurrence dans le secteur de télécommunications, le marché des services locaux par fil, qui ne s'est ouvert à la concurrence qu'en 1997-1998, demeure le plus concentré. Par contre, le marché des services de télécommunications mobiles est le moins concentré.

L'étude a aussi révélé que le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique — les trois plus grands marchés des télécommunications — se sont éloignés le plus d'une situation monopolistique et que l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve-et-Labrador, et la Saskatchewan, marchés réduits, étaient les plus concentrés.

En 1997, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes annonçait l'adoption d'un nouveau cadre de réglementation destiné à aider l'établissement des marchés locaux concurrentiels. Les recettes des services locaux ont augmenté de 49 % de 1997 à 2001. Toutefois, 18 mois après cette déréglementation, les marchés locaux par fil continuaient d'afficher la concentration la plus élevée. Les quatre principaux fournisseurs de services de télécommunications étaient à l'origine de 87 % de toutes les activités en 1999, contre 88 % en 1997.

Parallèlement, parmi les fournisseurs de services interurbains, les quatre principaux fournisseurs de services par fil ont généré

79 % des recettes en 1999, contre 68 % en 1997. Le ralentissement sur le marché tient à l'importante contraction des marchés des services interurbains. De 1997 à 2001, les recettes y ont baissé de plus de 30 %, passant de 7,5 milliards de dollars à 5,1 milliards de dollars.

En 1999, les quatre principales entreprises généraient moins de 77 % des recettes des services mobiles locaux, contre 88 % en 1997. La baisse de la concentration a été plus marquée en Ontario et au Québec.

La transformation rapide et récente des communications à l'échelle mondiale a entraîné une croissance impressionnante de la plupart des services de télécommunications au Canada. En 2001, les recettes d'exploitation de ces services se sont fixées à près de 33 milliards de dollars, en hausse de plus de 43 % par rapport à celles de 1997. Les bénéfices d'exploitation ont atteint un sommet en 2000, puis n'ont baissé que légèrement pour se situer à 4,7 milliards de dollars en 2001.

*On peut consulter le nouveau numéro de la Série sur la connectivité, intitulé **L'état des services des télécommunications (56F0004MIF)** dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec Heidi Ertl au (613) 951-1891, Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique, ou avec Haig McCarrell au (613) 951-5948, Division de l'organisation et finances de l'industrie.*

La fracture numérique

L'écart entre les familles à faible revenu et celles à revenu élevé pour ce qui est du taux d'utilisation d'Internet semble diminuer progressivement. Toutefois, ce taux s'est surtout accru chez les groupes à revenu moyen et chez ceux à revenu moyen-élevé.

En 2000, 77 % des ménages dans le décile de revenu supérieur utilisaient Internet, soit cinq fois le taux de 15 % observé pour les ménages du décile de revenu le plus faible. Par contre, les ménages dans les deux tranches de revenu inférieur représentaient environ 7 % des nouveaux utilisateurs d'Internet en 2000, contre à peine 4 % il y a quatre ans.

*Le document de recherche intitulé **La fracture numérique au Canada (56F0009XIF, gratuit)** est accessible sur le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Une version plus complète, intitulée **Série sur la connectivité : découvrir la fracture numérique, (56F0004MIF, gratuit)** est aussi disponible. Pour plus de renseignements, communiquez avec George Sciadass au (613) 951-6389, Division de la science, de l'innovation et de l'information électronique.*

Risque de maladie cardiaque réduit chez les femmes qui consomment l'alcool modérément

La consommation modérée d'alcool est associée à une diminution des risques d'un diagnostic de maladie cardiaque ou d'un décès causé par celle-ci chez les femmes de 40 ans et plus, mais non pas chez les hommes du même âge. Étant donné la taille relativement petite de l'échantillon d'enquête, il est notable que ce lien émerge après seulement quatre ans de suivi.

Bien que des études précédentes aient révélé que la consommation modérée d'alcool avait un effet protecteur pour les hommes et les femmes, l'analyse des données de l'Enquête nationale sur la santé de la population (ENSP) n'a pas permis d'observer un tel effet pour les hommes.

Les femmes qui ont déclaré avoir consommé, en 1994-1995, de deux à neuf verres d'alcool au cours de la semaine qui avait précédé l'interview avaient moins de la moitié des chances de faire l'objet d'un diagnostic de maladie cardiaque ou d'un décès causé par celle-ci au cours des quatre ans de suivi que les femmes n'ayant jamais bu d'alcool.

La consommation déclarée d'alcool dans le cadre de l'ENSP variait considérablement selon le sexe. En 1994-1995, l'abstinence à vie était plus courante chez les femmes que chez les hommes (13 % contre 6 %). Une plus forte proportion de femmes que d'hommes ont dit boire à l'occasion, tandis que les hommes étaient plus susceptibles que les femmes de déclarer une consommation modérée ou excessive.

Chez les femmes âgées de 40 ans et plus, 11 % de celles n'ayant jamais consommé d'alcool et 14 % des anciennes consommatrices ont eu un diagnostic de maladie cardiaque ou sont décédées de celle-ci de 1994-1995 à 1998-1999. Au cours de la même période, seulement 4 % des femmes dont la consommation d'alcool était légère et environ 3 % de celles qui buvaient modérément ont fait l'objet d'un diagnostic de maladie cardiaque ou sont décédées des suites de celle-ci.

Les facteurs qui ont été pris en compte dans cette analyse sont l'âge, le revenu du ménage, le niveau de scolarité, l'état de santé autoévalué, le diagnostic de diabète ou d'hypertension, les antécédents familiaux de maladie cardiaque, l'activité physique durant les loisirs, l'indice de masse corporelle, l'usage du tabac et, chez les femmes, l'hormonothérapie substitutive. Même si l'on tient compte de ces facteurs, le lien entre la consommation modérée d'alcool — de deux à neuf verres par semaine — et le diagnostic de maladie cardiaque ou le décès attribuable à celle-ci persiste chez les femmes seulement.

Le risque d'un diagnostic de maladie cardiaque ou d'un décès causé par celle-ci était nettement plus élevé pour les hommes et les femmes de 55 à 69 ans ou de 70 ans et plus que pour ceux et celles de 40 à 54 ans.

Les antécédents familiaux représentaient un prédicteur important de la maladie cardiaque chez les hommes et les femmes. Par contre, l'activité physique avait un effet protecteur.

Le risque d'un diagnostic de maladie cardiaque ou d'un décès causé par celle-ci était plus de deux fois plus élevé pour les hommes ayant déclaré être diabétiques en 1994-1995 que pour ceux qui ne l'étaient pas.

En outre, le risque de diagnostiquer une maladie cardiaque ou d'en décéder était plus élevé pour les hommes qui faisaient de l'embonpoint ou étaient obèses en 1994-1995 que pour ceux dont le poids était à un niveau acceptable. Par contre, ce même risque était plus faible chez les femmes faisant de l'embonpoint que pour celles dont le poids était à un niveau acceptable. De plus, aucun lien n'apparaît entre l'obésité et la maladie cardiaque chez les femmes.

L'article intitulé « *Consommation modérée d'alcool et maladie cardiaque* » figure dans les **Rapports sur la santé**, vol. 14, n° 1 (Internet : 82-003-XIF, 15 \$/44 \$; papier : 82-003-XPFF, 20 \$/58 \$). Pour plus de renseignements, communiquez avec Kathryn Wilkins au (613) 951-1769 (courriel : kathryn.wilkins@statcan.ca), Division de la statistique de la santé.

Regards sur l'industrie agro-alimentaire et la communauté agricole

Bien que de plus en plus de consommateurs voient les avantages quant à la valeur et à la qualité supérieures des aliments biologiques, l'agriculture biologique occupe une petite part du marché au sein du secteur agricole au Canada.

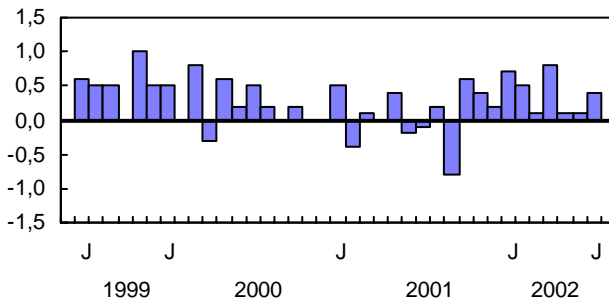
L'article intitulé « La production de fruits et de légumes biologiques : est-ce pour vous ? » porte sur la production de fruits et de légumes biologiques dans le contexte de plusieurs questions clés, à savoir : l'utilisation de méthodes de production biologique donne-t-elle un rendement inférieur par rapport aux pratiques utilisées dans l'agriculture conventionnelle? L'agriculteur reçoit-il une bonification pour les produits biologiques? La combinaison du rendement et des prix pour les produits biologiques contribue-t-elle à augmenter ou à réduire les revenus bruts à l'acre par rapport aux pratiques utilisées dans l'agriculture conventionnelle?

La publication intitulée **Regards sur l'industrie agro-alimentaire et la communauté agricole** (Internet : 21-004-XIF) est gratuitement accessible dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec Martin Beaulieu au (613) 951-6357, Division de l'agriculture.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

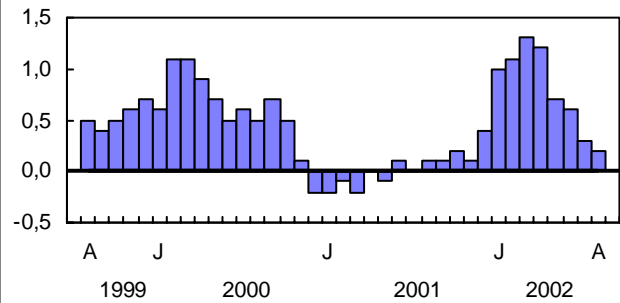
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a augmenté de 0,4 % en juillet, après avoir progressé de 0,1 % en juin.

Indice composite

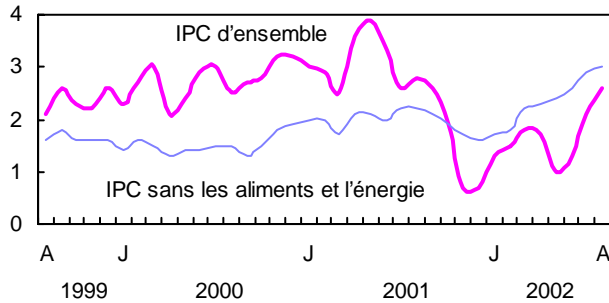
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé s'est accru de 0,2 % en août. Le secteur manufacturier a continué de dominer au chapitre des composantes en progression.

Indice des prix à la consommation

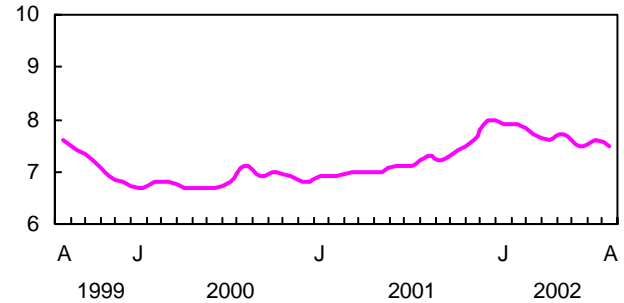
Variation annuelle en %



En août, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,6 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 3,0 %.

Taux de chômage

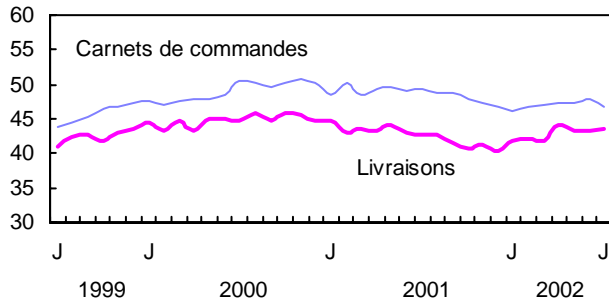
%



En août, le taux de chômage a baissé de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 7,5 %.

Fabrication

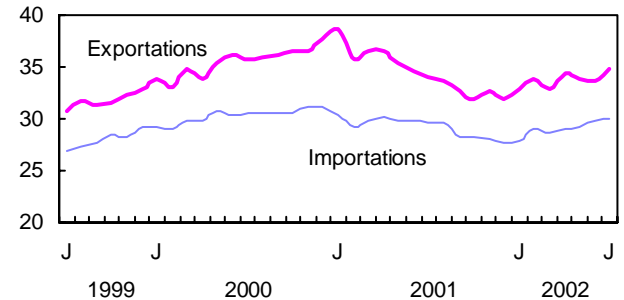
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont progressé de 1,0 % en juillet pour atteindre 43,6 milliards de dollars. Les carnets de commandes ont baissé de 0,9 % pour se fixer à 46,6 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En juillet, les exportations ont grimpé de 3,4 % pour se fixer à 34,9 milliards de dollars. Les importations ont augmenté de 0,2 % pour se fixer à 30,0 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	juillet	977,9	0,4 %	3,4 %
Indice composite (1992 = 100)	août	178,4	0,2 %	7,3 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	2 ^e trim. de 2002	38,8	10,7 %	-0,2 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ²	2 ^e trim. de 2002	83,2	1,3 †	-0,1 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	juillet	25,6	-0,3 %	6,5 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	juillet	139,4	-1,9 %	5,4 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	juillet	34,7	0,7 %	4,9 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	août	15,5	0,4 %	2,7 %
Taux de chômage (%)	août	7,5	-0,1 †	0,2 †
Taux d'activité (%)	août	67,0	0,2 †	1,1 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	juillet	677,97	0,3 %	1,8 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	septembre	124,2	-2,1 %	-10,4 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	juillet	573,2	3,9 %	3,8 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	juillet	34,9	3,4 %	2,5 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	juillet	30,0	0,2 %	1,1 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	juillet	4,9	1,1	0,5
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	juillet	43,6	1,0 %	2,3 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	juillet	43,2	-0,5 %	0,9 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	juillet	46,6	-0,9 %	-5,5 %
Ratio des stocks aux livraisons	juillet	1,42	-0,01	-0,09
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	août	120,1	0,4 %	2,6 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	août	107,6	0,6 %	0,4 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	août	115,8	1,1 %	1,5 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	août*	111,0	0,5 %	4,2 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.
2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat

Revue hebdomadaire

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 3 au 9 octobre 2002

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Bulletin d'analyse, régions rurales et petites villes du Canada, vol. 4, n° 1		21-006-XIF	gratuit
Série de rapports sur les grandes cultures, vol. 81, n° 7		22-002-XIB	11/66
Série de rapports sur les grandes cultures, vol. 81, n° 7		22-002-XPB	15/88
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE			
Juristat, Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada	2000-2001	85-002-XIF	8/70
Juristat, Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada	2000-2001	85-002-XPB	10/93
Tableaux de données sur les services communautaires et le placement sous garde des jeunes	2000-2001	85-226-XIF	26
COMMERCE INTERNATIONAL			
Exportations par marchandise	juillet 2002	65-004-XMB	37/361
Exportations par marchandise	juillet 2002	65-004-XPB	78/773
COMPTES DES REVENUS ET DES DÉPENSES			
Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles	2 ^e trim. de 2002	13-001-XIB	33/109
Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles	2 ^e trim. de 2002	13-001-XPB	44 /145
DÉMOGRAPHIE			
Statistiques démographiques trimestrielles	avril à juin 2002	91-002-XIB	8/25
Statistiques démographiques trimestrielles	avril à juin 2002	91-002-XPB	10/33
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Ciment	août 2002	44-001-XIB	5/47
Transport et distribution du gaz naturel	février 200	55-002-XIB	13/125
GÉOGRAPHIE			
Fichier des limites cartographiques des provinces et des territoires, 2 ^e édition		92F0160XCF	prix variés
Fichiers des limites cartographiques des divisions de recensement et des régions économiques, 2 ^e édition		92F0161XCF	100
Fichiers des limites cartographiques des subdivisions de recensement, 2 ^e édition		92F0162XCF	prix variés
Fichier des limites cartographiques des circonscriptions électorales fédérales (Ordonnance de représentation de 1996), 2 ^e édition		92F0163XCF	100
Fichier des limites cartographiques des régions urbaines, 2 ^e édition		92F0164XCF	100
Fichier des limites cartographiques des localités désignées, 2 ^e édition		92F0165XCF	100
Fichier des limites cartographiques des régions métropolitaines de recensement et des agglomérations de recensement, 2 ^e édition		92F0166XCF	100
Fichiers des limites cartographiques des subdivisions de recensement unifiées, 2 ^e édition		92F0167XCF	prix variés
Fichiers des limites cartographiques des secteurs de recensement, 2 ^e édition		92F0168XCF	prix variés
Fichiers des limites cartographiques des aires de diffusion, 2 ^e édition		92F0169XCF	prix variés
INDUSTRIES DE SERVICE			
Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes	juillet 2002	63-011-XIF	6/55
MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES			
Produit intérieur brut par industrie	juillet 2002	15-001-XIF	11/110
PRIX			
Indices des prix de l'industrie	juillet 2002	62-011-XPB	22/217
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Série sur la connectivité : l'état des services des télécommunications		56F0004MIF2002008	gratuit
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Emploi, gains et durée du travail	juillet 2002	72-002-XIB	24/240
STATISTIQUES SUR LA SANTÉ			
...au courant	septembre 2002	82-005-XIF	gratuit
Rapports sur la santé, vol. 14, n° 1		82-003-XIF	15/44
Rapports sur la santé, vol. 14, n° 1		82-003-XPB	20/58
TRANSPORTS			
Chargements ferroviaires mensuels	juillet 2002	52-001-XIF	8/77
Enquête sur les véhicules au Canada	1 ^{er} trim. de 2002	53F0004XIF	gratuit

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPB, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez :

(613) 951-7277 ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur :

(613) 951-1584 ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique :

order@statcan.ca

Pour commander sur Internet : Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Statistique Canada, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».